notre peuple. Beaucoup d'excellents Catholiques dans la vie privée sont à peine de bons païens dans la vie publique. Seul le journal catholique et indépendant est capable de refaire leur mentalité et d'opérer la transformation qui doit être la base de notre action future dans la revendication de nos droits.

Qui ne gémit des divisions qui règnent dans les rangs catholiques, divisions qui paralysent et font échouer les meilleurs mouvements ? Voulons-nous une bonne fois sortir de l'ornière où se consomment nos meilleurs énergies ? Brisons les cercles étroits de l'esprit de parti par la seule force qui les puisse rompre: *la presse libre et indépendante*.

Catholiques du Manitoba, nous avons de ferventes actions de grâces à rendre au Ciel et à la clairvoyance de notre vaillant Archevêque, qui nous ont doté de l'œuvre de presse catholique appelée la *West Canada Publishing Co.* Cette œuvre, apostolique entre toutes, publie chaque semaine, en pleine ville de Winnipeg, un journal anglais, un journal allemand, un journal polonais et un journal ruthène. Il y manque encore une *journal français*. Un acte de bonne volonté, joint à un geste généreux, comblera la lacune. A l'œuvre donc et que chacun se fasse un devoir d'y mettre la main et le cœur.

LETTRE DU COMMISSARIAT DU CANADA EN FRANCE.

S. G Mgr l'Archevêque a reçu la lettre suivante du Commissariat du Canada en France.

MONSEIGNEUR,

Il arrive souvent que des sujets français, demeurant au Canada, reviennent en France pour contracter mariage, après le décès de leur première femme. Ils apportent avec eux une attestation de décès que leur donne le curé de leur paroisse, et l'on me demande invariablement de viser cette signature.

Vous comprendrez sans doute que ce n'est pas très régulier de me demander de viser la signature d'une personne que je ne connais pas et que, par conséquent, je ne puis contrôler.

Je vous prie donc de bien vouloir demander à Messieurs les Curés de prévenir les Français qui se trouveront à l'avenir dans la situation indiquée plus haut, qu'ils auront à faire légaliser les documents de cette sorte par le Consul Général de France au Canada, avant de rentrer en France. Autrement, ils s'exposeraient à subir des délais peut-être gênants dans les projets qu'ils peuvent former.

Veuille agréer, Monseigneur, l'assurance de ma considération distinguée.

PHILIPPE ROY,
Commissaire Général du Canada en France.